cefres
Strengthening Economic Freedom and Reducing Poverty in Africa



Le pétrole : une dépendance dont le monde n'arrive pas à se défaire

Novembre 2026

Introduction

À mesure que les sources d'instabilité se multiplient dans le monde, les marchés financiers réagissent de plus en plus rapidement au moindre signal laissant présager un risque pour l'approvisionnement. Qu'il s'agisse d'un choc sanitaire ou climatique, d'une décision politique ou d'un conflit armé provoquant, par exemple, des perturbations du transport maritime, le marché pétrolier ajuste ses cours en quelques heures. En l'espèce, les fluctuations des cours du pétrole auraient un effet immédiat sur les prix à la pompe, entraînant une hausse des coûts pour les consommateurs.

Que les facteurs influençant l'approvisionnement soient réels ou attendus, temporaires ou permanents, importants ou mineurs, ils démontrent que l'économie mondiale demeure fortement dépendante de la sécurité énergétique.

Cette forte réactivité des marchés pétroliers n'est pas fortuite. Elle reflète l'importance stratégique que conserve le pétrole dans le fonctionnement de l'économie mondiale. Malgré tous les efforts déployés par les États, d'une part, dans la lutte contre le changement climatique, et, d'autre part, dans le développement continu des technologies des énergies renouvelables, la consommation mondiale quotidienne de pétrole a dépassé la barre des 100 millions de barils en 2023 (Institut de l'énergie, 2025).

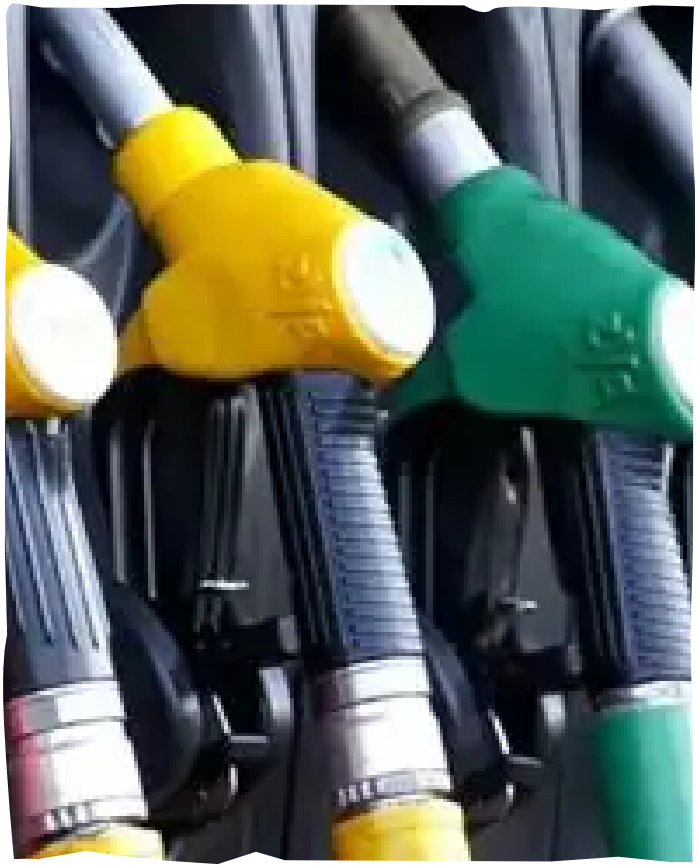
La ressource en question demeure difficilement substituable, tant comme source d'énergie que comme intrant stratégique dans les secteurs de l'industrie, des transports et de la pétrochimie. Les économies de nombreux pays exportateurs, répartis sur plusieurs continents, continuent par ailleurs de reposer largement sur cette ressource.

Comprendre pourquoi le pétrole conserve une telle importance malgré les efforts déployés par les États pour assurer la transition écologique est une question qui mérite une attention toute particulière. Elle suppose d'examiner simultanément les principaux usages, les contraintes qui limitent encore le déploiement des alternatives énergétiques et les rapports de force qui influencent l'offre mondiale. C'est à cette réflexion que se consacre la présente analyse.

Un système énergétique structuré autour du pétrole

Depuis le début du XXe siècle les ressources pétrolières sont devenues la base de l'économie. En effet, l'infrastructure construite autour de ce type de carburant crée une dépendance à celui-ci qui ne peut être surmontée à court terme. Les réserves prouvées estimées à environ 1757 milliards de barils en 2024 permettent un approvisionnement de quelques décennies au niveau actuel et maintiennent la pertinence du pétrole comme élément clé des stratégies énergétiques nationales.

Cette pertinence est principalement observée dans le secteur des transports qui reste le principal consommateur des ressources pétrolières mondiales. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation de pétrole, en 2024, a atteint en 2023 102,2 millions de barils par jour, un nouveau record en termes de demande. En effet, la flotte mondiale de véhicules reste dominée par les véhicules à moteur à combustion interne et, les secteurs des transports aériens et maritimes dépendent fortement de l'utilisation de combustibles fossiles malgré leurs efforts de décarbonisation (Organisation maritime internationale, 2023).



L'usage effréné des produits pétrochimiques explique aussi pourquoi le pétrole reste une ressource incontournable. Les tensions observées sur les marchés du plastique et des engrais en 2022-2023 expliquent cette tendance (Banque mondiale, 2023). De nombreux pays ont ainsi augmenté leur capacité de raffinage du pétrole afin de se positionner comme acteurs clés dans ces secteurs. C'est le cas de l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis prévoient d'investir d'énormes sommes d'argent pour augmenter leurs capacités de production jusqu'en 2030 (Organisation des pays exportateurs de pétrole, 2023). L'Irak, qui tire plus de 90% de ses revenus nationaux de la production de pétrole prévoit de continuer à s'appuyer sur ses exportations de pétrole (Banque mondiale, 2024). La même approche est adoptée par le Nigeria et le Kazakhstan deux pays qui ont l'intention d'exploiter leurs réserves afin de promouvoir leur développement (AIE, 2022 ; Banque de Développement Eurasiatique, 2023).

Les tensions géopolitiques révèlent les limites de la transition énergétique

Les récentes tensions géopolitiques récentes entre les États-Unis et les pays comme la Russie et l'Iran démontrent à suffisance à quel point la transition énergétique a peu progressé dans la réduction des risques des économies dépendantes du pétrole. Les attaques menées en mars 2025 par Israël et les États-Unis contre des positions armées au Moyen-Orient ont ravivé l'instabilité régionale et entraîné une nouvelle flambée des prix du baril. Les principales zones de production et de transit — notamment le détroit d'Ormuz, par lequel circule près de 20 % du pétrole mondial — restent des points de fragilité majeurs tant que les alternatives énergétiques ne sont pas suffisamment déployées.

La guerre en Ukraine met également en évidence les limites de la diversification énergétique. L'Union européenne, qui importait encore 25 % de son pétrole de Russie en 2021, a dû réorienter en urgence ses approvisionnements vers la Norvège, les États-Unis et les pays du Golfe. Si cette reconfiguration a réduit la dépendance à Moscou, elle a simultanément renforcé l'exposition de l'Europe aux marchés mondiaux, où les prix demeurent extrêmement sensibles aux tensions géopolitiques.

Certains pays importateurs, comme la France, illustrent cette vulnérabilité structurelle. En 2024, la France dépend encore à 99 % des importations pour son approvisionnement en pétrole brut. Tant que les technologies de stockage, les réseaux électriques et les alternatives bas-carbone ne seront pas suffisamment développés, les crises régionales continueront de freiner la transition énergétique et d'en renchérir le coût. Ceci explique pourquoi malgré les aspirations proclamées, le processus de la transition énergétique n'a pas encore suffisamment progressé.



Une transition énergétique lente et inégale

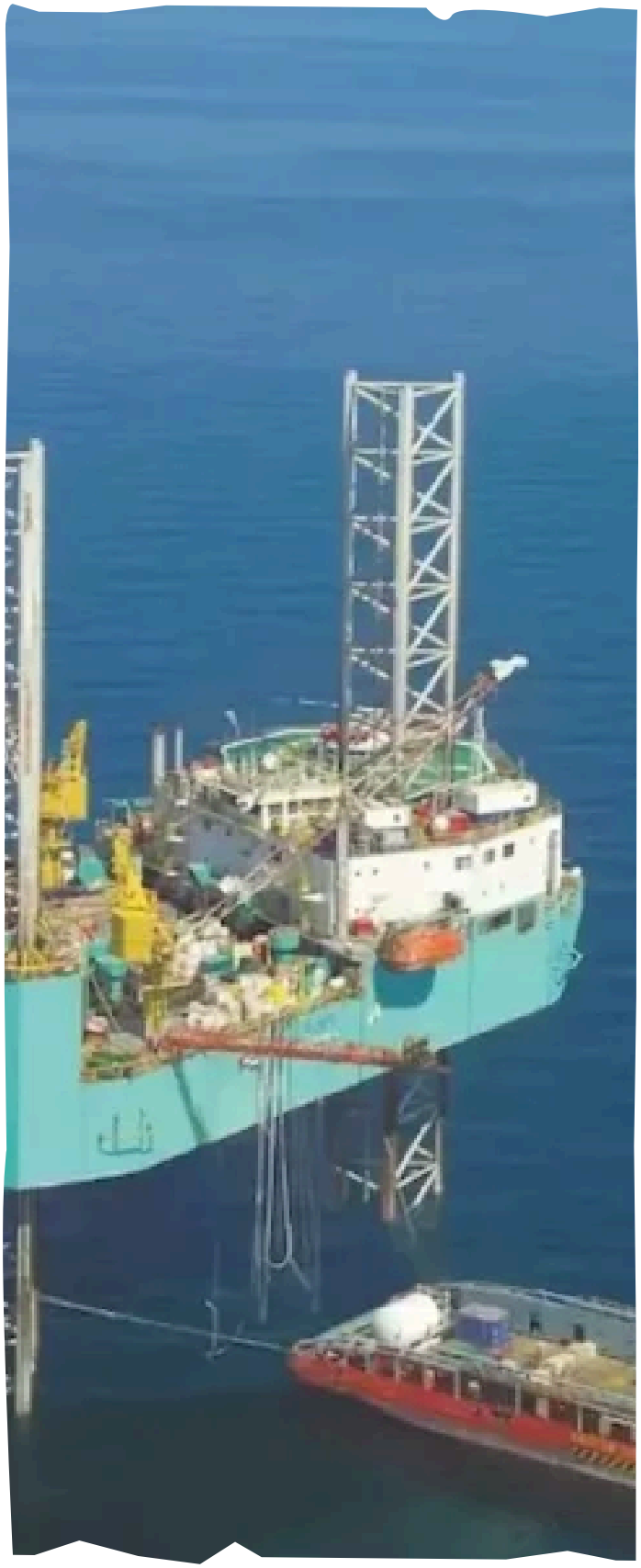
Bien que le monde connaisse aujourd'hui une certaine transition énergétique, il convient de relever que celle-ci évolue à un rythme insuffisant pour réduire la dépendance mondiale au pétrole. Parmi les raisons qui expliquent cette situation, on cite notamment : la démographie, l'urbanisation, l'industrialisation des économies émergentes. En Afrique, le Nigeria demeure le premier producteur du continent, avec environ 1,3 million de barils par jour en 2024, et le pétrole représente toujours plus de 90 % de ses recettes d'exportation. L'Angola suit une trajectoire comparable, exportant près de 1,1 million de barils par jour, principalement vers la Chine, qui absorbe l'essentiel de sa production.

Au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite reste le premier exportateur mondial et ajuste régulièrement sa production — autour de 10 millions de barils par jour — pour influencer les prix, notamment en coordination avec la Russie dans le cadre de l'OPEP+. Les Émirats arabes unis, avec environ 3,5 millions de barils par jour, ont engagé un vaste programme d'expansion visant 5 millions de barils par jour d'ici 2030. L'Irak, troisième producteur de l'OPEP, dépend du pétrole pour plus de 95 % de ses recettes publiques, ce qui limite fortement sa capacité à diversifier son économie.

En Europe, la Norvège demeure un acteur clé avec une production avoisinant 2 millions de barils par jour. Ses exportations ont augmenté en 2023 pour compenser la baisse des flux russes vers l'Union européenne, et son fonds souverain — alimenté par les revenus pétroliers — a dépassé 1 400 milliards de dollars en 2024, renforçant son rôle de stabilisateur macroéconomique.

En Amérique, les États-Unis sont redevenus en 2023 le premier producteur mondial grâce au pétrole de schiste, dépassant les 12 millions de barils par jour. Le Canada produit environ 4,7 millions de barils par jour, principalement issus des sables bitumineux de l'Alberta. Le Venezuela, malgré les plus grandes réserves mondiales, voit sa production plafonner autour de 700 000 barils par jour en raison des sanctions américaines et de l'effondrement de son industrie pétrolière.

Dans l'ensemble, la transition énergétique reste freinée par des intérêts économiques, des contraintes technologiques et des choix politiques qui prolongent la centralité du pétrole dans l'économie mondiale. Ces constats appellent des réponses stratégiques fortes, que la conclusion vient préciser.



Conclusion

L'économie mondiale reste très dépendante du pétrole en raison d'un ensemble de facteurs imbriqués : infrastructures historiques, rôle central dans les transports, importance dans la pétrochimie, lenteur de la transition énergétique et poids de la géopolitique. Les faits contemporains — guerre en Ukraine, tensions au Moyen Orient, stratégies de l'OPEP+, expansion du pétrole de schiste américain — montrent que cette dépendance est autant économique que stratégique. Tant que les alternatives ne seront pas technologiquement matures, économiquement compétitives et politiquement soutenues, le pétrole restera un pilier incontournable de l'économie mondiale.

Pour réduire la vulnérabilité des économies aux chocs pétroliers, nous proposons les trois orientations suivantes :

- Accélérer le déploiement des infrastructures bas carbone — réseaux électriques, capacités de stockage, électrification des transports — afin de créer de véritables substituts au pétrole dans les secteurs les plus dépendants.
- Renforcer la résilience énergétique en diversifiant les sources d'approvisionnement, en développant des réserves stratégiques et en soutenant les partenariats régionaux capables d'absorber les crises géopolitiques.
- Réorienter les politiques industrielles vers les technologies critiques de la transition – batteries, hydrogène, matériaux stratégiques – afin de réduire la dépendance structurelle aux hydrocarbures et créer de nouvelles chaînes de valeur moins exposées aux tensions internationales.

Ces leviers ne suppriment pas la place du pétrole à court terme, mais ils peuvent réduire progressivement son poids stratégique et donner aux États une marge de manœuvre indispensable dans un environnement énergétique durablement instable.

À propos du CEFRES

Le Centre pour la Liberté Économique et la Résilience (CEFRES) est un think tank de premier plan au Cameroun, engagé à fournir des analyses fondées sur des données probantes afin de renforcer la résilience économique et de réduire la pauvreté dans le pays. Nous sommes convaincus que la promotion de la liberté économique au Cameroun peut ouvrir la voie à un développement durable et inclusif, réduisant ainsi la vulnérabilité du pays face aux différents chocs économiques. Notre vision est celle d'une économie camerounaise — et africaine — suffisamment robuste pour résister à toute crise, fondée sur les principes de la liberté économique. Nous défendons fermement l'idée que tous les citoyens doivent disposer d'opportunités équitables pour réaliser pleinement leur potentiel, condition essentielle pour renforcer la résilience de leur pays face aux multiples défis.

